

*Accords fiscaux—Loi*

Les chiffres indiquent, monsieur le Président, qu'en 1977, la part fédérale des dépenses dans ces deux secteurs très importants était de 48.7 p. 100 de toutes les dépenses. En 1981-1982, cela avait baissé un peu, mais c'est resté encore à 46.7 p. 100. Même en 1985-1986, après toutes les coupures imposées par l'ancien gouvernement libéral, la part du gouvernement fédéral restait à 43 p. 100. Mais que se passe-t-il maintenant?

Est-ce qu'on augmente la part fédérale, comme le gouvernement conservateur l'a promis lors de sa campagne électorale pour gagner le pouvoir en 1984? Non, c'est dans l'autre direction, puisqu'au lieu de rétablir la part fédérale à environ 50 p. 100 de ces dépenses, les conservateurs ont maintenant déterminé qu'ils vont réduire de nouveau la part payée par le gouvernement fédéral en termes de transferts pour les fiscalités et en termes de paiements directs aux provinces. Jusqu'au point que, en 1990, le gouvernement fédéral ne va payer que 36 p. 100 du coût total des programmes de santé et des programmes d'éducation postsecondaire. Monsieur le Président, ces coupures vont toucher surtout les provinces ayant un pouvoir de fiscalité moins développé. Je parle du Québec, je parle des provinces Maritimes, et on doit même maintenant parler de certaines provinces de l'Ouest du Canada.

Au Québec, par exemple, la province va recevoir moins en termes de paiements directs du gouvernement fédéral pour les programmes de santé et d'éducation postsecondaire en 1990, qu'elle a reçu en 1986-1987. Donc, le gouvernement coupe au lieu d'augmenter.

Certains députés du côté conservateur... et je pourrais demander, monsieur le Président, comment il se fait que si peu de députés du parti conservateur participent à ces débats? Sont-ils embarrassés par les gestes de leur gouvernement? Pourquoi, s'ils sont embarrassés, insistent-ils pour continuer avec leur intention de voter pour ce projet de loi?

Je demande, monsieur le Président, pourquoi ne considèrent-ils pas de voter contre ou bien de s'abstenir de voter sur ce projet de loi qui est d'un impact si destructif, qui va nuire si fortement aux provinces, y inclus la province de Québec?

Certains députés ont fait la remarque que ce n'est pas une coupure, c'est une réduction dans le taux d'augmentation dans ces mesures. Maintenant, monsieur le Président, tout le monde sait que nous souffrons d'un taux d'inflation et que si les paiements de transfert sont moindres que le taux d'inflation, l'impact est de réduire en termes réels l'appui, le soutien du gouvernement fédéral à ces programmes qui sont si importants pour la population de nos provinces et c'est cela en effet qu'on fait, même si au total les transferts auront une valeur en 1990-1991 supérieure en termes nominaux. Il faut examiner la valeur en termes réels, et la valeur en termes réels va diminuer et c'est cela la politique du ministre des Finances (M. Wilson) et du gouvernement.

Maintenant, ce sont des coupures qui vont toucher non pas les premiers ministres des provinces, monsieur le Président, non pas les députés des provinces. Ce sont des coupures qui vont toucher surtout les contribuables, les gens ordinaires, qui vont toucher la capacité de nos provinces d'assurer la formation de nos jeunes, de notre jeunesse pour relever les défis d'une demande de plus en plus concurrentielle dans l'avenir à cause... et d'imposer une faiblesse sur nos institutions postsecondaires, grâce aux coupures qui vont être imposées.

Je me rappelle, monsieur le Président, que pendant la campagne électorale, j'ai eu des débats sur ce sujet avec le candidat conservateur dans ma circonscription, un candidat qui est disparu depuis. Dans la campagne électorale, il nous a dit: Nous avons une promesse, couper le déficit. Mais quand? On lui a lancé des questions: Comment est-ce que vous allez couper le déficit? Il nous a dit: Alors, toujours, vous savez, le gaspillage au gouvernement fédéral, il y a tellement de gaspillage qu'il est possible de combler le déficit sans nuire à personne.

Maintenant, monsieur le Président, nous savons très bien qu'effectivement ce n'est pas le cas du tout. Même si le rapport Nielsen a été critique de certains aspects du gouvernement, il a trouvé très peu de gaspillage et certainement pas simplement du gaspillage pour combler le déficit de 30 milliards de dollars par année.

Effectivement, ce que le gouvernement a fait fut d'essayer de combler son déficit, le déficit dont ils ont hérité de l'ancien gouvernement libéral, en coupant des programmes qui sont très importants pour les Canadiens et les Canadiennes dans toutes les régions du Canada: des programmes de santé, des programmes d'assurance-hospitalisation, des programmes de soins médicaux, en imposant des coupures qui vont être expérimentées par les hommes et les femmes qui travaillent dans les services de santé, monsieur le Président, non pas simplement les médecins qui sont bien nantis déjà, mais je parle des infirmières, des infirmiers, je parle de tous les autres travailleurs et travailleuses dans les secteurs de santé. Ce sont des hommes et des femmes qui travaillent très fort, qui font un travail toutes les heures de la semaine, toutes les heures de la journée, puisque la maladie, ce n'est pas quelque chose qui se trouve seulement de 9 heures du matin jusqu'à 5 heures du soir. Ce sont des gens, des femmes qui sont dévoués qui se consacrent à des services de santé, monsieur le Président, mais qui vont souffrir à cause du manque de ressources, imposé par qui? Imposé par le gouvernement fédéral. Imposé par qui? Imposé par les conservateurs. Imposé par qui? Imposé par ce gouvernement qui nous a promis des changements.

Alors, beaucoup de Canadiens et de Canadiennes ont voté pour ce gouvernement-là parce qu'ils pensaient que c'était le temps pour de vrais changements. Mais est-ce qu'ils ont voté pour des changements qui allaient toucher les gens, les femmes en général, les familles? Est-ce qu'ils ont voté pour les coupures dans les hôpitaux? Est-ce qu'ils ont voté, pour une continuation des tendances que l'on trouve maintenant auprès, par exemple, des services de santé au Québec où on trouve déjà qu'il y a de forts problèmes? J'ai des notes ici sur comment ces mesures touchent déjà les services de santé au Québec, des hôpitaux qui sont obligés de fermer leurs services d'urgence à cause du manque de fonds, par exemple.

Voilà un des résultats des coupures imposées par les provinces même en avant. C'est le fait, monsieur le Président, que le Québec, par exemple, que la portion, la part du budget provincial consacrée à la santé et à l'éducation postsecondaire est diminuée d'environ 6 p. 100 relativement au budget de toute la province depuis les cinq dernières années. Mais maintenant cela va devenir pis avec les coupures qui vont être imposées par le gouvernement fédéral.